

Discours

Discours de Fleur Pellerin, ministre de la Culture et de la Communication, prononcé à l'occasion de la table ronde « La culture pour la République », organisée par le Parti Socialiste, jeudi 16 juillet 2015, à la Maison de quartier La Livrée de Vivier, à Avignon



Contact presse

Délégation à l'information et à
la communication
01 40 15 80 11
service-presse@culture.gouv.fr

SEUL LE PRONONCE FAIT FOI

Toute l'actualité du ministère de la Culture et de la
Communication

www.culturecommunication.gouv.fr

www.facebook.com/ministere.culture.communication

<https://twitter.com/MinistereCC>

Chers amis,

C'est une grande joie pour moi de vous retrouver aujourd'hui pour ces rencontres d'Avignon pour la culture.

Dans ce festival des festivals, où les artistes sont ici chez eux, la tradition veut que seul l'art gouverne : il se donne, une fois l'an, Avignon pour capitale. Ici, nous ne sommes que ses invités. Militants, élus, ministres, nous ne sommes que de passage. Et en un sens, c'est heureux, car l'art ne donne pleinement du fruit que lorsqu'il se déploie en liberté.

Ici, donc, nous ne sommes que des invités, et pourtant, tout est politique.

En art, tout est politique, parce que l'art est cet aiguillon qui réveille nos sociétés de leur torpeur, les extirpe de leur paresse et les ouvre à l'altérité. C'est le pouvoir de l'art de nous obliger à aller contre les apparences et les évidences.

En art, tout est politique, parce que l'art nous ouvre un chemin collectif. Il tisse à sa façon, en nous conduisant et en nous séduisant, une trame commune à notre existence, que l'on appelle « culture ». C'est le pouvoir de l'art de nous rassembler. Il n'y a certainement pas de pouvoir plus politique.

« *Je ne vois ici nul sentier* » : c'est ainsi que débute *Alcina*, l'Opéra de Haendel. L'héroïne s'est échouée, une magicienne lui montre le chemin. C'est le pouvoir de l'art, le pouvoir de l'imaginaire, de tracer des sentiers et de montrer le chemin à ceux qui se sont perdus, dans le chaos du monde et dans celui des expériences. C'est le pouvoir de l'art d'apporter des réponses.

Mais, si l'art donne des réponses, quelle est la question ? Quelle est celle qui nous rassemble aujourd'hui, entre ces murs, artistes et militants socialistes, à l'initiative de David Assouline, autour de la culture pour la République ?

Je crois fondamentalement que la question qui traverse notre société est la même que celle que se posait Bradamante, l'héroïne de Haendel que je citais tout à l'heure : *nous sommes-nous perdus ?*

Nous sommes-nous perdus, pour qu'Olivier Py interroge son public, à l'ouverture du festival, et lui demande si nous avons renoncé à un monde meilleur ?

Nous sommes-nous perdus, pour que la France doute à ce point de son avenir et de sa place dans le monde qui vient ?

Nous sommes-nous perdus, pour que notre Nation soit à ce point traversée par des courants profonds qui éloignent les citoyens les uns des autres ?

Nous n'avons jamais autant besoin de culture que lorsque nous croyons que nous sommes perdus : voilà ma conviction. Voilà ma réponse.

Parce que sans culture, il n'y a pas de destin partagé. Sans culture, aucune émancipation n'est possible. Sans culture, il manque à la Nation un trait d'union. Sans culture, les territoires se meurent. Sans culture, aucun chemin ne se dessine. Sans culture, il n'y a pas de République.

Aujourd'hui, je veux redire avec force ce que j'ai dit il y a quelques jours : le gouvernement auquel j'appartiens, ce gouvernement de gauche, sait ce que la République doit aux artistes.

Il n'oublie pas qu'un matin de janvier, des artistes sont tombés au champ d'honneur de la culture, et sont morts pour la République.

Il n'oublie pas ce qu'il doit aux femmes et aux hommes de culture, et à tous ceux qui travaillent avec les artistes, à commencer par tous les élus, qui œuvrent à leurs côtés, sur le terrain, pour qu'ils puissent librement créer, programmer, transmettre. Et je pense en particulier à vous, aux élus socialistes.

Le gouvernement ne l'oublie pas, et reste plus que jamais fidèle à la conviction du Président de la République : « la culture n'est pas simplement un élément d'un programme. Ce n'est pas une dimension qu'il faudrait ajouter aux autres politiques. C'est le cœur d'un projet politique ». C'était à Nantes, en 2012. Notre Discours du Bourget pour la Culture.

Oui, la période que nous affrontons est éminemment difficile, et vous êtes aux premières loges. Vous le vivez dans vos villes, vos départements et vos régions, avec nos concitoyens.

Vous le vivez dès qu'il faut boucler un budget. Et vous faites ici, le plus souvent,

des choix courageux, les choix qui s'imposent : vous préservez l'essentiel. Vous ne renoncez pas à la culture, parce que vous en connaissez le prix.

Je l'ai bien vu ces derniers mois, en signant avec vous plus de quarante pactes, pour accompagner les collectivités qui ont fait le choix de la culture, en s'engageant à maintenir leur budget pendant trois ans. Je veux vous dire merci, et vous assurer que je continuerai, que l'Etat continuera d'être à vos côtés.

Je l'ai bien vu aussi, en recueillant vos inquiétudes sur l'avenir de certains festivals. Cette année encore, il s'en est créé de nouveaux. Mais d'autres disparaissent, et c'est pourquoi j'ai demandé à Pierre Cohen de conduire une mission sur le sujet.

La difficulté, vous la vivez dès qu'il faut affronter nos adversaires. Car la droite n'hésite pas, lorsqu'elle est au pouvoir, à sacrifier la culture. Je pense au Conseil départemental du Nord. Je pense à Tourcoing. Je pense à toutes ces collectivités, moins célèbres et moins connues, qui en font tout autant. Il est très rare qu'ils s'en vantent, car sacrifier la culture n'a rien de très glorieux. Et lorsqu'ils le font, c'est pour mieux rejeter sur l'Etat la responsabilité de leurs choix politiques.

C'est pourtant la gauche au pouvoir qui a répondu aux incertitudes des intermittents et reconnu la spécificité de leurs métiers.

La gauche, encore, qui est allée défendre le droit d'auteur et l'exception culturelle en Europe devant la Commission, pour que cette exception ne se perde ni dans le marché unique du numérique, ni dans le traité transatlantique.

La gauche, encore, qui se bat pour que le budget dédié à la culture soit revu à la hausse. En 2016, il augmentera. C'était l'engagement du Premier Ministre, et cet engagement est tenu.

La gauche, enfin, qui entend inscrire la liberté de création parmi les libertés fondamentales. Pour que les artistes aient enfin la loi pour eux. Pour que nous ne voyions plus d'œuvres connaître le sort du *Dirty Corner*, d'Anish Kapoor, ou de la fontaine d'Hayange. Pour que des élus ne s'arrogent pas le droit de jouer aux programmeurs. Pour que des artistes ou des compagnies ne voient pas leur spectacle annulé, du jour au lendemain.

C'est là l'une des mesures phares de la loi que j'ai présentée la semaine dernière en Conseil des ministres, qui allie pour la première fois création et patrimoine. Elle sera l'un des grands moments du quinquennat sur la culture. Je suis fière d'avoir menée ce combat au nom des socialistes, en votre nom, au nom des

engagements que nous avons pris devant les Français.

Je connais l'exigence que vous vous donnez tous – que nous nous donnons tous, à gauche – en matière de culture. Mais nous n'avons pas à rougir du chemin accompli. Car rien n'était gagné. Mises bout à bout, Patrick Bloche le disait bien, ces dispositions protègent les œuvres et les créateurs, en même temps qu'elles les libèrent. C'est le rôle d'une politique culturelle.

Mais qu'est-ce qu'une politique culturelle *réussie* ? Vient sans doute le moment de poser la question. Olivier Py ne m'en voudra pas de lui emprunter ses mots : je crois qu'une politique culturelle réussie est une politique qui acte un changement de monde, et donne à chacun les moyens d'y entrer.

Quelle autre réponse pourrions-nous apporter, nous, socialistes, aux angoisses existentielles de la France, pour renouer le fil là où il s'est brisé ?

A tous les niveaux, et à tous les étages, le gouvernement ne s'est pas donné d'autre ambition. La part du ministère de la culture et de la communication n'est pas la plus aisée, mais c'est certainement l'une des plus grandes et l'une des plus belles. Je suis fière pour ma part, d'exercer cette responsabilité. Je suis fière, pour ma part, d'exercer cette responsabilité, et de défendre le service public de la culture.

Pour y parvenir, j'en suis convaincue, nous devons renouer avec une générosité que la culture a parfois oubliée.

Elle l'a oubliée, parce qu'elle s'est laissée enfermer dans les contingences techniques du quotidien.

Elle l'a oubliée, parce que face aux difficultés du moment, il est arrivé que les hommes et les femmes de culture se retirent sur leur Aventin.

Aujourd'hui, il est temps d'ouvrir les portes et les fenêtres, car une génération est là, sur le seuil, avec ses pratiques et ses codes, et elle désire entrer. Il est temps de lui faire de la place.

Cette génération ne pratique plus désormais la culture comme une lente ascension, où l'ivresse est réservée à ceux qui atteignent le sommet.

Elle pratique la culture en immersion, mélange les disciplines et les arts, pourvu qu'elle y retrouve un univers dans lequel elle se reconnaît, et tire ainsi du sens de toutes ces expériences. Le numérique a changé la culture et l'a ouverte

davantage. Le désir d'expression, la créativité de la jeunesse n'ont jamais été aussi grands. Je pose modestement la question : quelle place lui accordons-nous ?

Thomas Jolly, en donnant ici son *Henry VI* en entier, monté comme une série télévisée, avec ses cliffhangers, ses 200 personnages et tous ses rebondissements, est un merveilleux exemple de ce qui se trame aujourd'hui. A des artistes comme lui – et il y en a beaucoup – quelle place accordons-nous ?

Un autre exemple : j'avais 16 ans lorsqu'IAM s'est formé. A peine 9 lorsque *The Message*, de Grandmaster Flash, est arrivé sur les ondes. Et, aujourd'hui encore, le rap, le hip hop, le street art ne sont pas vraiment considérés comme matures. Quand nous avons tant de difficultés à reconnaître une esthétique née il y a plus de trente ans, quelle place donnons-nous l'impression d'accorder à cette génération qui est là ?

L'égalité des places : voilà ce que nous devons lui accorder. Reconnaître aux pratiques culturelles une égale dignité, n'est-ce pas là une ambition qui renoue avec la générosité de la culture ? N'est-ce pas là un idéal socialiste ?

Il ne s'agit évidemment pas de renoncer à l'exigence ou à l'excellence ; je connais tant de créateurs à la fois populaires et exigeants, des symboles de l'excellence, dans des disciplines considérées, il faut dire, comme périphériques ou indignes de la même considération.

Non, il ne s'agit pas de cela. Il s'agit simplement de refuser d'être l'arbitre des élégances.

Je ne suis pas que la Ministre de la Culture des Français qui fréquentent régulièrement une salle de spectacle. Je suis la Ministre de la Culture de tous les Français.

Je sais que beaucoup d'initiatives existent sur le terrain. Vous les portez, et vous les portez parfois seuls. C'est d'elles qu'il faut partir. C'est du terrain qu'il faut bâtir une offre culturelle nationale. Vous êtes mes alliés.

Lorsque j'ai lancé les Assises de la Jeune Création, je n'avais pas d'autre idée en tête : favoriser l'émergence d'une nouvelle génération de talents, en partant de ce qu'ils vivent.

Après plusieurs mois de travail avec eux, j'ai formulé des propositions pour qu'ils soient mieux formés et mieux accueillis. Je pense à l'ouverture aux boursiers des

classes préparatoires aux écoles d'art. Je pense au développement des résidences d'artistes, à l'ouverture des établissements culturels, au développement des fablabs. Je pense enfin à la reconnaissance du hip hop et l'exigence de la diversité, exigence de la diversité notamment dans l'accès aux institutions et quand je dis accès ce n'est pas seulement accès aux directions mais aussi aux plateaux et aux moyens de production.

Le projet Médicis Clichy-Montfermeil en est le symbole. Il accompagnera aussi les jeunes artistes dans leur professionnalisation, mais il sera pensé avec les habitants pour faire de cette nouvelle Villa Médicis un lieu aux avant-postes de cette ouverture aux générations nouvelles que j'appelle de mes vœux.

Autre piste : ouvrir les bibliothèques le dimanche. Le dimanche, dans notre société laïque, est et demeure un jour de culture. Il y a plus de 16 000 bibliothèques en France. Davantage que de bureaux de poste. C'est un lieu de rencontre, c'est le premier lieu culturel pour beaucoup de nos concitoyens quand le premier musée ou la première salle de spectacle est à plusieurs dizaines de kilomètres. Ouvrir les bibliothèques le dimanche serait franchir un pas de plus dans la démocratisation par la culture. J'ai d'ailleurs confié une mission à Sylvie Robert en ce sens, car je sais que cette ouverture reposerait d'abord sur vous et les collectivités dont vous êtes élus.

Je crois aussi que les conservatoires ont un rôle à jouer de cet ordre. L'Etat va s'y réengager, et je souhaite qu'ils puissent être accessibles à tous ceux qui n'ont pas reçu la culture en héritage.

Ce sont là quelques exemples concrets. Ils n'épuisent ni le sujet, ni l'ambition du gouvernement, ni la mienne. Mais un vent nouveau souffle sur ce ministère : l'offensive culturelle est engagée. Nous avons désormais les moyens de la mener. Je sais que je ne la gagnerai pas sans vous.